



Informations du Guatemala

2° année / N° 88

du 31 août au 6 septembre 1984

POLITIQUE

Indiscipline, désordre et anarchie à la Constituante
Un député chrétien-démocrate menacé
L'assistance militaire des Etats-Unis, de plus en plus probable
Manuel Galich est mort

ECONOMIE

Les difficultés économiques vont augmenter en 1985
Fuite des capitaux et méfiance des investisseurs étrangers
Nouveau prêt des Etats-Unis

CONTRE-INSURRECTION

Le service militaire est discriminatoire

INSURRECTION

Attaques dans l'Ouest : 51 pertes du côté officiel
Nouveaux affrontements dans le Quiché

DROITS DE L'HOMME

Les évêques dénoncent l'injustice et la violence
Tuerie de paysans dans le Quetzaltenango
L'armée enlève l'épouse et la fille d'un dirigeant révolutionnaire
53 victimes de la violence officielle
Les militaires s'opposent à l'habeas corpus
Ils exigent la libération des disparus

REFUGIES

Le résultat de la répression au Guatemala

POLITIQUE

INDISCIPLINE, DESORDRE ET ANARCHIE A LA CONSTITUANTE

Le premier mois de travail de l'Assemblée Nationale Constituante a été marqué par l'indiscipline, le désordre et l'anarchie, a déclaré le 3 septembre le député Hector Aragon Quinonez, qui occupe pour un mois la présidence de l'Assemblée, substituant le chrétien-démocrate Roberto Carpio.

Aragon Quinonez, du Mouvement de Libération Nationale (extrême-droite), a ajouté que la Constitution ne serait pas élaborée en décembre de cette année, comme cela avait été prévu, mais "au cours des premiers mois de l'année prochaine".

Les citoyens et plusieurs secteurs politiques ont dénoncé la lenteur du travail des députés, qui souvent ne sont pas présents aux sessions. Dans son éditorial du 30 août, le journal Prensa Libre souligne que l'on note "l'anxiété du pauvre à s'enrichir en peu de mois" chez beaucoup de députés, dont 5 % seulement ont la "capacité requise pour donner une Constitution au Guatemala".

UN DEPUTE CHRETIEN-DEMOCRATE MENACE

Le député chrétien-démocrate Elder Gabriel Sesam Perez a annoncé le 30 août avoir reçu plusieurs menaces de mort, depuis que, il y a deux semaines, il a accusé la police nationale de l'enlèvement et de l'assassinat de son fils Elder Anibal.

Selon Vinicio Cerezo Arevalo, premier secrétaire de la Démocratie Chrétienne, les menaces pourraient provenir de certains éléments des forces de sécurité ; il demande aux autorités d'ouvrir une enquête.

L'ASSISTANCE MILITAIRE DES ETATS-UNIS, DE PLUS EN PLUS PROBABLE

Le gouvernement des Etats-Unis a programmé 10,5 millions de dollars destinés au Guatemala, au titre de l'aide militaire pour 1985, a annoncé le 31 août Alberto Martinez Piedra, ambassadeur des Etats-Unis auprès du gouvernement guatémaltèque.

"Je crois que la situation des droits de l'homme s'est améliorée", a déclaré l'ambassadeur. "Le général Oscar Humberto Mejia Victores mérite tout notre respect, on lui doit en grande partie le processus démocratique actuellement en cours au Guatemala".

Deux jours avant la déclaration de Martinez Piedra, la sous-commission pour la prévention des discriminations et pour la protection des minorités de l'ONU, siégeant à Genève (Suisse), avait renouvelé sa demande adressée "à tous les gouvernements, de s'abstenir de fournir des armes ou toute aide militaire au Guatemala, tant que les droits de l'homme continueront à être violés dans ce pays".

MANUEL GALICH EST MORT

Manuel Galich, intellectuel et politicien guatémaltèque, est décédé le 30 août à La Havane.

Galich a été l'un des dirigeants du mouvement populaire qui renversa le dictateur Jorge Ubico en 1944. On le retrouve ensuite à la présidence de l'Assemblée législative, puis aux ministères de l'Education et des Relations Extérieures. Il a également occupé de hautes fonctions dans les gouvernements démocratiques de Juan Arevalo et de Jacobo Arbenz. Ce dernier avait été renversé par le coup d'Etat de 1954, dirigé par l'Agence Centrale d'Intelligence (CIA - Etats-Unis).

Depuis, Manuel Galich vivait en exil.

ECONOMIE

LES DIFFICULTES ECONOMIQUES VONT AUGMENTER EN 1985

"La situation économique et financière du Guatemala sera encore plus difficile en 1985", a annoncé le 3 septembre le colonel Leonardo Figueroa Villate, ministre des Finances, ajoutant qu'il n'y a aucune perspective de croissance économique.

Figueroa Villate contredit ainsi les récentes déclarations du général Mejia, chef de l'Etat, selon lesquelles l'économie était dans une période de forte croissance. Selon Figueroa, "le Guatemala sera obligé de renégocier sa dette externe pour reprendre son souffle".

La gravité de la situation est due au fait que, dans le passé, "on n'a pas pris les mesures adéquates au moment voulu".

Le ministre a également annoncé la reprise des conversations entre les autorités et le Fonds Monétaire International. Le FMI avait suspendu en juillet dernier un prêt de 60 millions de dollars destinés au Guatemala, car ce pays n'avait pas respecté les clauses de l'accord passé en septembre 1983.

FUITE DES CAPITAUX ET MEFIANCE DES INVESTISSEURS ETRANGERS

Le Guatemala a des problèmes de devises et de balance des paiements parce que les gouvernements des généraux Rios Montt et Mejia Victores n'ont pas évité les exportations frauduleuses et n'ont pas extradé les fonctionnaires du gouvernement du général Lucas Garcia, accusés d'avoir volé plus de mille millions de dollars, a déclaré le 1er septembre Carlos Rafael Soto, politicien de tendance sociale-démocrate.

De son côté, le journal radiophonique Guatemala Flash, se basant sur des informations en provenance du secteur privé, a qualifié la situation économique actuelle de "critique". L'instabilité politique fait que "les investisseurs étrangers n'ont pas confiance, et n'investissent pas dans le pays".

NOUVEAU PRET DES ETATS-UNIS

L'administration Reagan remettra prochainement 17,8 millions de dollars au gouvernement guatémalteque, au titre de l'aide économique, a fait savoir le 31 août l'ambassade des Etats-Unis dans le pays.

Avec cette somme, le montant de l'aide économique fournie en 1984 par le gouvernement nord-américain au régime du général Mejia dépasse 117 millions de dollars.

CONTRE-INSURRECTION

LE SERVICE MILITAIRE EST DISCRIMINATOIRE

Le recrutement pour le service militaire se fait de manière discriminatoire, a affirmé le 28 août le député Mauricio Quixtan, élu du département de Quetzaltenango (Ouest du pays).

Les paysans se plaignent d'être les seuls visés par le recrutement. Le député préconise un service "pour les riches et pour les pauvres, sans distinction".

INSURRECTION

ATTAQUES DANS L'OUEST : 51 PERTES DU COTE OFFICIEL

D'après les communiqués des officiels et des insurgés, 42 soldats sont morts et 9 ont été blessés à la suite de deux attaques des insurgés le 29 août dans le Nord Ouest du pays.

L'EGP, dans son communiqué, affirme avoir infligé 37 pertes (35 morts et 2 blessés) à l'armée lors d'une embuscade menée au fusil et à la grenade à main, dans la municipalité de Nebaj, dans le département du Quiché. Les rebelles se sont appropriés 15 fusils Gallil et leurs munitions, 8 grenades et d'autre type d'équipement militaire. Un rebelle est mort au cours de l'action.

D'autre part, un communiqué militaire nous apprend que les troupes officielles ont été attaquées sur la route qui relie la municipalité de Santa Cruz Barillas au chef lieu du département du Huehuetenango. 7 soldats sont morts et 7 ont été blessés. L'EGP opère régulièrement dans cette zone.

NOUVEAUX AFFRONTEMENTS DANS LE QUICHE

L'armée a officiellement fait savoir que 3 affrontements ont eu lieu les 3 et 4 septembre dans la municipalité de Nebaj (département du Quiché).

Selon la version officielle, rendue publique le 4 par la direction des Relations Publiques de l'armée, 8 insurgés de l'EGP sont morts au cours des affrontements ; l'armée assure avoir confisqué de l'armement et ne reconnaît aucune perte dans ses rangs.

DROITS DE L'HOMME

LES EVEQUES DENONCENT L'INJUSTICE ET LA VIOLENCE

La violence au Guatemala est le produit d'un système économique et social injuste, caractérisé par une profonde inégalité sociale, soutient la Conférence Episcopale du Guatemala, dans une analyse sur la situation du pays, publiée le 3 septembre.

L'organe suprême de la hiérarchie catholique signale que la répression gouvernementale est la cause de plus de 100 mille assassinats politiques et de 38 mille disparitions au cours des 30 dernières années.

TUERIE DE PAYSANS DANS LE QUETZALTENANGO

14 paysans ont été gravement blessés le 30 août dans l'Ouest du pays ; des hommes vêtus de vert olive les ont obligés à descendre de l'autobus dans lequel ils voyageaient et ont déchargé de sang froid leurs armes de gros calibre sur eux.

Selon les témoins de l'agression (qui s'est produite entre les villages San Juan Ostuncalco et Conception Chiquirichapa), les attaquants conduisaient un véhicule sans plaque d'immatriculation et ont agi en toute tranquillité.

L'ARMEE ENLEVE L'EPOUSE ET LA FILLE D'UN DIRIGEANT REVOLUTIONNAIRE

Mario Sanchez, premier responsable du Parti Guatémaltèque du Travail - Direction Nationale (PGT - Nucleo) a demandé à l'archevêque Penados del Barrio d'intervenir auprès du gouvernement pour que soient respectées l'intégrité physique, la liber-

té et la vie de son épouse Yolanda Consuelo Rodriguez Arteaga et de sa fille Dina Patricia, enlevées le 2 juillet par l'armée dans le Sud-Ouest du pays.

"Elles n'ont rien à voir avec mon activité révolutionnaire", déclare le leader du PGT dans une lettre adressée à l'archevêque. "Un jour, que j'espère prochain, je vous remercierai personnellement de votre attitude chrétienne et humanitaire".

Le PGT - Nucleo fait partie de l'Unité Révolutionnaire Guatémaltèque (URNG).

53 VICTIMES DE LA VIOLENCE OFFICIELLE

Selon les informations fournies par la presse et les organismes d'assistance, 24 personnes ont été assassinées, 9 enlevées et 20 blessées au cours d'opérations attribuées aux forces de l'ordre entre le 29 août et le 4 septembre.

Le petit Raul Olivares Estrada a été enlevé dans le village El Durazno, municipalité de San Pedro Ayampuc, situé à 23 km de la capitale.

Le cadavre de Boris Rafael Arevalo, 35 ans, a été découvert près du village de Mixco, (département de Guatemala).

José Ines Franco Davila, 63 ans, a été gravement blessé dans le département de Santa Rosa ; ses agresseurs l'ont frappé sur le crâne et sur la colonne vertébrale.

LES MILITAIRES S'OPPOSENT A L'HABEAS CORPUS

Les autorités militaires s'opposent à la pratique de l'habeas corpus, a reconnu le 31 août Baudilio Navarro Batres, président de la Cour Suprême de Justice ; il accuse également les fonctionnaires de la Justice de négligence dans l'accomplissement de ces démarches.

Navarro Batres a remplacé Ricardo Sagastume Vidaurre le 3 mai, destitué pour avoir dénoncé les pressions exercées par les responsables militaires et policiers à l'égard des tribunaux.

Selon une déclaration du 20 juillet de Jorge Luis Godinez, secrétaire de l'organisme judiciaire, plus de 1.000 recours en habeas corpus ont été déposés devant les tribunaux au cours du premier semestre 1984.

ILS EXIGENT LA LIBERATION DES DISPARUS

Le Groupe d'Entraide, qui réalise depuis plusieurs mois des démarches pour connaître le sort des disparus, a demandé le 3 septembre au général Mejia Victores de faire connaître les résultats de l'enquête menée sur cette question, comme il s'était engagé à le faire.

L'une des dirigeants du groupe a fait appel le 4 septembre à la solidarité de la presse pour "exiger des autorités gouvernementales la réapparition en vie des nombreuses victimes d'enlèvement". "Il est contradictoire que, dans un pays qui se veut démocratique, il y ait tant de foyers mutilés par la pratique la plus cruelle et la plus inhumaine, celle de l'enlèvement".

REFUGIES

LE RESULTAT DE LA REPRESSION AU GUATEMALA

Les porte-parole de la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR), ont fait savoir le 1er septembre depuis Mexico que plus de 14.000 paysans guatémaltèques réfugiés dans l'état du Chiapas (Mexique) ont été transférés dans celui du Campeche, ceci dans le cadre du projet de réinstallation des réfugiés mis en place par le gouvernement mexicain.

D'autre part, les parlementaires du Parti Ecologique ouest-allemand, Gunter Hopfehmuller et Anja Kuhr, ont signalé le 29 août que la fuite des paysans guatémaltèques vers le Mexique "est clairement le produit de la répression gouvernementale" exercée au Guatemala.